Yvelines : trois hommes soupçonnés d'avoir détourné 650.000 euros dans une fraude au chômage partiel pendant la crise du Covid-19

06/09/2022 à 19h21



Soupçonnés de fraudes au chômage partiel, trois hommes ont été interpellés par la police judiciaire et devront s'expliquer l'année prochaine devant le tribunal judiciaire de Versailles (Yvelines). Les enquêteurs de la police judiciaire les soupçonnent d'avoir détourné environ 650.000 de fonds publics entre avril 2020 et janvier 2021. Quatre autres personnes, suspectées de les avoir aidés à blanchir ces sommes, comparaîtront à leurs côtés.

La crise sanitaire a profité à de nombreux malfaiteurs, bien décidés à profiter des aides versées par l'Etat. Deux frères originaires de Chanteloup-les-Vignes, dans les Yvelines, et leur cousin originaire du sud de la France, sont suspectés d'avoir commis, durant plusieurs mois, des escroqueries au chômage partiel. A la clé : près de 650.000 euros de fonds publics détournés, indique à 20 Minutes une source policière. Les trois hommes devront s'expliquer en janvier 2023 devant le tribunal judiciaire de Versailles, aux côtés de quatre personnes soupçonnées de les avoir aidés à toucher ces sommes

d’argent.

C’est un renseignement transmis par Tracfin – le service de renseignement de Bercy – qui a conduit le parquet de Versailles à saisir la division de lutte contre la criminalité financière de la police judiciaire de la ville. Les enquêteurs identifient très vite les trois hommes et découvrent le système élaboré qu’ils avaient mis en place entre avril 2020 et janvier 2021. « *Ce montage consistait à créer des dossiers fictifs pour se faire indemniser pour le chômage dans le cadre de la crise sanitaire* », décrypte une source policière. Pour blanchir cet argent, un autre montage, « *un peu plus complexe* », avait été mis en place avec l’aide de membres de leur famille ou d’amis d’enfance. **En tout, 650.000 euros ont transité sur des comptes bancaires, en France ou à l’étranger.**

En mai 2021, la PJ passe à l’action et interpelle les trois hommes, déjà connus de leurs services. Lors des perquisitions, les policiers mettent la main sur 30.000 euros en liquide, et saisissent la même somme sur des comptes bancaires. Originaires de Rennes et d’Ile-de-France, plusieurs personnes, soupçonnées d’être complices des escroqueries, ont été convoquées et auditionnées par les enquêteurs. Elles aussi devront s’expliquer à la barre du tribunal judiciaire de Versailles l’année prochaine.

20 minutes